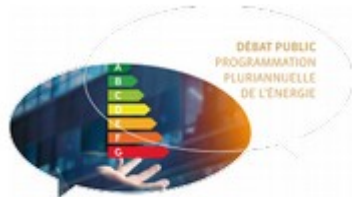




## JOURNÉE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET CITOYENNE 1er et 2 Juin 2018 Lorient et Vannes

Un événement labellisé :



Avec le soutien de Lorient Agglomération, ALOEN, et Golfe du Morbihan Vannes agglomération.



Une dizaine de participants, de 14h à 16h.  
Animation : Marianne Billard (Réseau Taranis)  
Commission Nationale du Débat Public : Jean-François Hélas

Déroulement :

- remise des documents du débat.
- présentation du film et diaporama de présentation du débat.



- Échanges autour des modalités du débat
- tour de table des participants pour se connaître.
- Lecture du document de synthèse du maître d'ouvrage : échange d'idées, avis et connaissances. Propositions pour alimenter un cahier d'acteur à rédiger.
- Présentation des scénarios Volt et Ampère, mais aussi Ademe et Negawatt.
- « Vote » sur le choix d'un scénario

### **Améliorer l'efficacité énergétique et baisser la consommation d'énergies fossiles.**

Nous avons échangé sur l'importance de connaître les consommations et les usages, pour identifier les « vrais besoins » (transports /chauffage/électricité spécifique)

les propositions ont été :

- interdire le chauffage électrique (le plus mauvais usage de l'électricité)
- aider les industriels à revoir leur process : aides aux audits et accompagnements.
- Augmenter le coût de l'énergie (tarifs croissants en fonction de la consommation (ou première tranche gratuite) et tarifs à tranches croissante...)
- augmenter le coût du carbone (tarifs à tranche pour la tonne de CO2)
- campagne d'accompagnement des familles en précarité (crédit d'impôt pour les familles précaires pour changer les frigos, ...)
- avoir un prix de l'électricité plus proche du réel (pas maintenu artificiellement bas)
- obligation de rénovation thermique
- accompagnement à la rénovation complète (pas seulement le toit ou les fenêtres)
- obligation de rénovation par les propriétaires sur la demande des locataires
- ouvrir les crédits d'impôts à la rénovation énergétique en autoconstruction



### **Accélérer le développement des énergies renouvelables.**

Le premier point a été d'exprimer le souhait fort de développer la production d'énergie à base de sources renouvelables

Ensuite, il a été exprimé que la premier « gisement » à utiliser était celui des économies d'énergie.

Nous avons évoqué les difficultés de réduire complètement les impacts des productions (production de bois plaquette au détriment d'une ressource bois longue à se reconstituer, sur des effets d'aubaine (chaufferie bois de Rennes) => souhait d'une labellisation, production microhydraulique non respectueuse de la continuité écologique...)

Enfin les échanges ont porté sur le niveau de « décentralisation » de la production. La production d'énergie renouvelable est une production « répartie » (rappel des cartes du Danemark présentées à la conférence du matin), jusqu'à quel point ? Faut-il essayer absolument d'être autonome ? Faut-il se passer du réseau pour avoir moins de perte, être forcé d'adapter la consommation à la production ? ...

### **sécurité d'approvisionnement**

Un ingénieur énergétique dans les participants a rappelé que les EnR faisaient effectivement des perturbations sur le réseau => importance d'avoir des parcs éolien dans différentes zones de vent par exemple. (intérêt du réseau et de l'interconnexion)

Un participant a rappelé que RTE avait émis une note pour dire que l'on pouvait monter beaucoup plus haut que ce qui se disait (il y a 7 ou 8 ans)

Le scénario Ademe 2050 repose aussi sur une très forte intégration des renouvelables sur le réseau.

Thierry de Larochelambert avait donné le matin donné l'exemple du Danemark qui a un des réseaux les plus performant en nombre de défaillance, ce qui montre qu'il



est possible techniquement d'avoir un réseau stable avec les renouvelables. En effet la production des renouvelables est variable (et prévisible) mais la consommation est également variable, la question n'est donc pas tant la variabilité que l'adéquation production/consommation.

Nous avons échangé autour des solutions de stockage qui pourrait jouer un rôle dans la stabilité et la sécurité d'approvisionnement.

La conférence de Thierry de Larochelambert a mis en évidence tout l'intérêt de l'interconnexion des réseaux : électricité/gaz/chaleur/froid. Cela force à sortir de l'idée d'un stockage d'électricité uniquement sous forme de batteries, qui pose d'autres problèmes (technologies, matières premières, recyclage...)

Nous avons échangé sur les technologies power to gaz, STEP, pompe géothermique, stockage de chaleur saisonnier...

Les échanges ont également porté sur la question : comment faire en sorte que l'on n'ait le moins besoin de cette stabilité du réseau ? Nous sommes revenus sur la question de la production répartie et au plus proche du besoin, mais aussi sur l'intérêt du maillage et de l'interconnexion des réseaux locaux/régionaux/nationaux/internationaux)

## **Réseaux intelligents**

non traité

## **compétitivité**

Ce point n'a pas pu faire l'objet d'une discussion complète, mais au cours des discussions, il a été évoqué le vrai poids politique du coût de l'électricité.

Au niveau mondial, Thierry de Larochelambert a rappelé des chiffres très impressionnant sur les aides et subventions des états aux différentes filières de production d'énergie. Sans rentrer dans le détail, les mécanismes de tarifs d'achat soutenus par l'état pour les productions renouvelables est incomparablement plus



faible que les aides, et exonérations aux autres productions.

Au niveau européen les participants ont exprimé que la différence de coût de l'énergie impacte beaucoup le potentiel économique des projets de production d'énergie et que le coût de l'électricité en France était maintenu artificiellement bas.

Ces notions de coût de l'électricité et coût carbone devrait vraiment être harmonisés au niveau européen pour équilibrer et éviter les problèmes de compétitivités des entreprises « electro-intensives »

### **enjeux économiques et sociaux de la transition énergétique et agir avec les territoires.**

Les participants avaient une conscience aiguë des enjeux économiques et sociaux de la transition énergétique pour ceux qui travaillent aujourd'hui aux productions fossiles et fissiles. Il a tout de suite été évoqué la nécessité d'accompagner cette transition, avec les propositions remarques et avis suivants :

- il faut s'y mettre tout de suite.
- Former à de nouveaux métiers, aider à la reconversion
- identifier quelle part des métiers thermiques et nucléaires peut être utilisée dans les métiers des EnR (ou autre ? )
- il faudra de la technicité (donc du personnel qualifié) pour démanteler. (sur le nucléaire mais pour le thermique c'est moins clair)
- transition vers la biomasse, chantiers navals
- respecter les choix personnels

et bien sur des questions :

- comment faire face à une « surqualification » du personnel, et du manque de reconnaissance (financière mais aussi de technicité, de taille d'entreprise... ) ?
- imposer le statut « edf » à toute entreprise qui travaille sur les EnR et isolation paraît impossible.

### **La question du nucléaire**



Nous avons eu des échanges autour du coût du nucléaire.  
Pour les participants, le nucléaire est dans une impasse, les rapports de la cour des comptes montrent la fragilité d'EDF, les chantiers d'EPR sont catastrophiques.  
Beaucoup d'autres pays font le choix de sortir du nucléaire.  
Il y a une vraie incompréhension au choix politique que fait la France de maintenir cette filière.  
Nous avons évoqué les nouvelles « filières » du nucléaire et notamment la technologie au Thorium, mais là encore c'est l'incompréhension, car le temps de développement nécessaire à ces technologies pour les maîtriser et avoir un niveau de risque « acceptable » est largement hors délai par rapport à la temporalité de la transition énergétique sont les objectifs dans la loi de transition énergétique sont à horizon 2020-2030 - 2050  
Il a été évoqué la notion de changement nécessaire de « l'écosystème énergétique ».